

Travail préparatoire (10 points)

*en moyenne vos réponses doivent faire 10 lignes,
en aucun cas elles ne doivent excéder 15 lignes (compte tenu de votre taille d'écriture).*

1- **Doc1** Selon l'auteur, quels sont les différents mécanismes qui expliquent les créations d'emplois induites par l'abaissement des cotisations (ou « charges ») patronales sur les bas salaires ? Vous pouvez représenter ces mécanismes sous forme d'enchaînements explicites ($\downarrow x \Rightarrow \uparrow y \Rightarrow$ etc.) (3 points)

① \downarrow CS \Rightarrow \downarrow coût relatif L \Rightarrow substitution L/K \Rightarrow \uparrow Emploi

② \downarrow CS \Rightarrow \downarrow coût L \Rightarrow \uparrow Taux de marge (EBE/VA) \Rightarrow \uparrow Investissement \Rightarrow \uparrow compétitivité-qualité \Rightarrow \uparrow parts de marché \Rightarrow \uparrow ventes \Rightarrow \uparrow production \Rightarrow \uparrow Emploi

③ \downarrow CS \Rightarrow \downarrow coût L \Rightarrow \uparrow compétitivité-prix \Rightarrow \uparrow parts de marché \Rightarrow \uparrow ventes \Rightarrow \uparrow production \Rightarrow \uparrow Emploi

④ \downarrow CS \Rightarrow \downarrow coût L \Rightarrow \downarrow coûts de production \Rightarrow \downarrow prix \Rightarrow \uparrow pouvoir d'achat salaires \Rightarrow \uparrow ventes \Rightarrow \uparrow production \Rightarrow \uparrow Emploi

La baisse des cotisations sociales revient à baisser le coût du travail pour l'employeur (donc le salaire INDIRECT pour les salariés). En aucun cas une baisse des cotisations sociales ne permet une hausse du salaire DIRECT qui profiterait aux salariés.

2- **Doc4** Après l'avoir quantifiée, vous expliquerez pourquoi la baisse des cotisations sociales employeurs menace le système de protection sociale. (2 points)

$(65.5-79.5)/79.5 \times 100 = -17.6\%$

OU $65.5-79.5 = -14$ POINTS de %

\downarrow PART cotisations sociales dans le financement total \Rightarrow \downarrow ressources financières les plus importantes de la Sécurité Sociale \Rightarrow risque de \downarrow prestations* (quantité/qualité) (* revenus de transfert) ET \uparrow impôts et taxes compensatoires assises sur le revenu et non seulement sur le seul salaire (travail) (CSG ; CRDS).

3- **Doc4** Comment le recul des cotisations sociales a-t-il été compensé depuis 1990 en France ? Quantifiez cette évolution. (1 point)

\downarrow cotisations sociales est compensé par \nearrow impôts et taxes (CSG et CRDS) x6 de 1990 (3% des recettes) à 2005 (17.5%)

4- **Doc2** Expliquez pourquoi la demande de travail des entreprises n'est pas toujours sensible à la baisse du coût du travail. (2 points)

- Dans les productions à forte intensité capitaliste, l'entreprise est moins sensible aux variations de coût du travail car c'est son facteur secondaire, ce qui compte pour elle c'est le coût du capital donc de son financement (inversement pour les entreprises de service à forte intensité de travail).

- Lorsque la main-d'œuvre est très qualifiée, sa productivité élevée amoindrit la sensibilité au coût du travail, il faut au contraire que l'employeur propose des salaires attractifs pour attirer les meilleurs salariés et les fidéliser. (inversement pour les entreprises à main-d'œuvre peu qualifiée donc peu productive).

5- **Doc3** Quels sont les différents effets de la politique d'allègement des cotisations sociales décrits par l'auteur ? Correspondent-ils aux effets attendus ? Justifiez. (2 points)

Depuis 1993, les gouvernements successifs ont mené des politiques de l'emploi actives de \downarrow cotisations sociales sur les bas salaires (jusqu'à 1,7 Smic) :

+ \nearrow emploi des moins qualifiés (1984 : 27% PA / 1994 : 23% PA / 2000 : 24% PA)

-) Malgré cela, \nearrow chômage des moins qualifiés (qui reste 50% > au reste population active) car \downarrow cotisations sociales conduit les employeurs à recruter des sur-diplômés/sur-qualifiés en les payant en dessous de 1,7 Smic (pour bénéficier des exonérations de cotisations) ; cela conduit à un déclassement des travailleurs diplômés.

-) Coût élevé pour l'Etat (manque à gagner fiscal et renflouement compensatoire de la Sécu) + tentation de réduire la protection sociale :

-) Compression des « revenus sociaux* » (*prestations ou revenus de transfert : remboursements médicaments et franchise médicale, rallongement durée cotisations retraites, sévérité accrue de l'indemnisation chômage...)

-) Freinage voire blocage des salaires dans le bas de l'échelle c'est-à-dire en dessous de 1,7 Smic (effet de seuil, si l'employeur augmente le salaire et dépasse ainsi 1,7 Smic, il voit en plus de l'augmentation de salaire, les cotisations sociales redevenir au taux normal puisque les exonérations sont progressives, il est donc incité à maintenir les salaires en dessous de 1,7 Smic).

Les baisses ou gel de salaires sont le fait des employeurs, en aucun cas c'est l'Etat qui gèle les salaires (sauf ceux des fonctionnaires !). En revanche c'est bien l'Etat (et non les employeurs) qui peut, par la loi, exonérer ou diminuer les cotisations patronales (politique de l'offre).

Je travaille, le travail / Paris, capitale de la France, le capital.

Davantage de travail (~~d'avantage~~ de travail)

Quelle que soit la taille / Quel que soit le prix (~~quelque soit~~ le prix) / quelques pommes

Cela est dû / elle est due / elles sont dues / ils sont dus / Il dut se lever tôt / du pain

~~Elles se voient augmenter~~ / Elles augmentent

~~Vo que~~ (langage oral)

Question de synthèse (10 points)

Après avoir montré qu'un allègement des cotisations sociales à la charge des employeurs semble *a priori* favorable à l'emploi, vous expliquerez quelles sont les limites d'une telle mesure.

Formulez la problématique sous-jacente au plan imposé par la formulation du sujet. (1 point)

- La réduction du coût du travail est-elle bénéfique aux salariés ?
- Je veux démontrer que les politiques de lutte contre le chômage des moins qualifiés par la réduction des cotisations patronales ont connu quelques succès mais qu'elles génèrent des effets pervers pour les salariés et fragilisent la protection sociale.

Rédigez une introduction complète. (4 points)

ACCROCHE La mise en place par l'actuel gouvernement Fillon de l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires entre parfaitement dans la logique d'offre de certaines politiques de lutte contre le chômage via la diminution du coût du travail, notamment des moins qualifiés.

DEFINITIONS MOTS CLES En effet le coût du travail pour l'employeur se compose du salaire et des cotisations sociales qui servent à financer la protection sociale. Les économistes classiques estiment que leur diminution, en réduisant le coût du travail, stimulera l'emploi (qui représente la population active occupée) en le rendant moins cher pour les employeurs. Il s'agit donc de lutter contre le chômage en favorisant les offreurs d'emplois.

PROBLEMATIQUE On est donc amené à s'interroger sur l'efficacité globale de telles mesures. Il semble en effet que bien que ces mesures aient connu quelques succès, elles génèrent des effets pervers pour les salariés et la protection sociale.

CADRE Nous étudierons le cas de la France depuis 1993, date des premières politiques de diminution des cotisations patronales.

ANNONCE Nous verrons dans un premier temps qu'un allègement des cotisations sociales à la charge des employeurs semble *a priori* favorable à l'emploi, puis dans un second temps nous expliquerons quelles sont les limites d'une telle mesure.

- Etablissez le plan détaillé (titres des 2 grandes parties imposés par la formulation de la question de synthèse) en prenant soin de bien formuler les titres des sous-parties. Dans chacune des sous-parties, vous ordonnerez les éléments des 5 questions du TP et des connaissances de cours que vous rajouterez aux arguments fournis par les 4 documents. (un même élément du TP peut servir dans plusieurs sous-parties). (5 points)

1) Un allègement des cotisations sociales à la charge des employeurs semble *a priori* favorable à l'emploi

1.1) La baisse du coût du travail est favorable à l'emploi

Cours : Chômage classique et politiques d'offre

Q1 : baisse coût relatif $L = \text{substitution } L/K$

Q4 : entreprises de service à faible intensité capitalistique et faible productivité (cours : économie tertiarisée)

1.2) Elle entraîne des effets positifs multiples pour l'entreprise

Q1 : effet profitabilité, effet compétitivité, effet pouvoir d'achat

2) Les limites d'une telle mesure

2.1) Pour les salariés

Q5 : déclassement des jeunes diplômés (cours : en plus de la précarité, dualisation marché du travail), fort taux de chômage des moins qualifiés, gel des salaires

2.2) Pour l'Etat et la protection sociale

Q5 : manque à gagner fiscal (cotisations patronales) compensé par une hausse des impôts (Q3) (éventuellement mécontentement des contribuables)

Q2 : devant la baisse des recettes employeurs et le coût compensatoire pour l'Etat, tentation de dégradation de la protection sociale.